

Stiglitz: "Si l'Allemagne ex clut la Grèce, les dégâts seront irréparables"

■ Le prix Nobel 2001 d'économie est très critique vis-à-vis de la position allemande dans la crise grecque.

Entretien Christian Losson
Envoyé spécial à Addis-Abeba

Inlassable partisan d'une autre économie, l'Américain Joseph Stiglitz est présent au troisième sommet sur le financement du développement à Addis-Abeba, où il milite pour une refonte radicale de l'architecture financière mondiale. Dans la capitale éthiopienne, l'on parle aussi beaucoup "du plan de sauvetage de la Grèce". Dans un entretien exclusif, le prix Nobel d'économie (2001) et ex-chef économiste de la Banque mondiale revient sur cette crise historique de la zone euro qui met à mal, selon lui, les fondations même de l'Europe.

Quel regard portez-vous sur l'accord et le nouveau plan d'aide pour la Grèce ?

Ce que l'Allemagne a imposé à coups de bâton est tout simplement inconcevable. C'est aussi de la très mauvaise politique économique. On va continuer à imposer des modèles qui sont contre-productifs, inefficaces et producteurs d'injustice et d'inégalités. Continuer à exiger de la Grèce qu'elle parvienne à un budget primaire en excédent (hors paiement des intérêts de la dette) de 3,5 % du PIB en 2018 est non seulement punitif, mais aussi d'une stupidité aveugle. L'histoire récente de la Grèce l'a prouvé. Et cela va continuer à amplifier la dépression dans un pays qui a connu une chute de son PIB de 25 % depuis cinq ans. Au passage, je ne connais aucun autre exemple d'une dépression qui aurait été créée de manière aussi délibérée et dont les conséquences humaines auraient été aussi catastrophiques. Et on en remet une couche encore plus humiliante.

Que faut-il faire ?

On le sait, et même le FMI, l'organe le plus historiquement hostile à un tel processus, l'admet désormais; il faut une restructuration de la dette grecque; mieux, un allègement. Mais l'Allemagne ne veut entendre parler ni de l'un, ni encore moins de l'autre. Elle dit, dans ses paroles, qu'il faut remettre le pays sur ses pieds, mais milite pour une politique et impose un programme, dans ses actes, qui la mettra encore plus à genoux. L'intrusion dans la souveraineté d'un pays comme la Grèce, le diktat qu'on lui impose est très dangereux. Les citoyens grecs ont élu un gouvernement qui s'est engagé à mettre fin à l'austérité. Ils ont voté par référendum contre "un plan dit d'aide" qui alimentait encore plus cette austérité. Et voilà que, par aveuglement, on tord le bras de son gouvernement et on lui impose malgré tout une nouvelle cure... J'en parlais à des ministres des Finances africains ici à Addis-Abeba. Au moins, leur disais-je, les pays en développement découvrent que les pays riches peuvent être aussi cruels avec leurs propres amis, ou pays dit de zone amie, qu'ils ont été et le sont parfois encore avec les pays pauvres et les économies émergentes. "Quel est le problème, on a tellement été maltraités", m'ont-ils répondu. Mais cela ne marchera pas plus avec la Grèce que

cela a marché par le passé où de telles politiques suicidaires ont été imposées et appliquées.

On ne tire pas les leçons de l'histoire ?

C'est le pire, justement, dans ce feuilleton irrationnel ou trop rationnellement glacial; le pire avec l'hypocrisie, et le manque de compassion: les leçons non tirées de l'histoire. L'Allemagne ne doit son rétablissement économique et sa croissance que grâce à la plus grande annulation de dette jamais vue en 1953. Et devrait avoir appris depuis le Traité de Versailles signé en 1919 les conséquences de dettes insurmontables. Elle n'a ni appris de la compassion ni du désastre de ces deux périodes clés de l'histoire.

Quelles conséquences cela peut-il avoir sur l'eurozone ?

C'est un désastre. Si j'étais l'un des pays de la zone euro, je poserais la question que tous les économistes lucides posaient lors de la création de l'euro: que se passera-t-il en cas de choc asymétrique (qui affecte de manière différente deux régions qui ont décidé de faire monnaie commune, *Ndlr*)? La question clé est la solidarité. Avec elle, on peut surmonter un tel choc. Mais l'Allemagne dit: "Pas question." Si vous en subissez un, acceptez-en les effets. Je ne voudrais pas être membre d'un club dont le leader ne montre aucune réflexion de bon sens économique, aucune solidarité, et, encore une fois, aucune compassion. Et dit: "Si vous subissez un choc asymétrique, vous mourrez." On devrait assister à un mouvement politique très fort qui dénonce cela avec force, pas forcément avec ces mots, mais au moins avec cette philosophie, sinon, cet événement sans précédent marquera sans aucun doute le début de la fin pour la zone euro.

C'est un virage crucial, il y aura un avant et un après "plan grec" dans l'histoire de l'Europe et de la zone euro ?

Absolument. Pour les deux, et pas seulement la zone euro. Cette dernière a été créée pour que des pays se rapprochent. Désormais, elle les pousse à se déchirer, et voit les éléments les plus forts dévorer les plus faibles. C'est la négation même de la zone euro que l'on a vu à l'œuvre. La question se pose: les dommages sont si forts, la zone est-elle encore réparable? On ne peut diriger une zone monétaire, comme l'euro, sans un minimum de vision, de lucidité et de solidarité. Si la BCE autorise les banques grecques à rouvrir et qu'un accord est renégocié, les blessures peuvent en partie se refermer, mais si l'Allemagne réussit à utiliser cela pour, in fine, exclure la Grèce, les dégâts seront tellement profonds qu'ils seront irréparables. Certes, la politique de la zone euro n'a jamais été un projet très démocratique. La plupart des Etats membres n'ont pas cherché l'approbation de leurs citoyens pour remettre la souveraineté monétaire de la zone entre les mains de la BCE. Mais, au moins, il y avait une vision commune, une forme d'entraide et de solidarité. Cette vision-là est révolue. Il est dans l'intérêt de l'Europe de changer de braquet sur la Grèce. Il faut qu'elle reconnaisse qu'il faut davantage d'aide, et moins de conditions drastiques. Sinon, on va vers la sortie de la Grèce de la zone euro. Cet échec serait d'autant plus grave que l'Europe devrait s'inquiéter de voir le sud-est de sa région si affaibli et vulnérable. L'influence du Moyen-Orient, de la Russie ou de la Chine rendra cette partie du monde encore plus fragile. Et si j'étais l'Europe, je ferais tout pour la renforcer.

Mais la zone euro, c'est aussi une question de pouvoir, de démocratie, plus que d'argent et d'économie ?

Bien évidemment. C'est une question de gouvernance politique. Mais elle n'existe pas ou, plutôt, elle ne sert aujourd'hui qu'une idéologie et une logique des seuls intérêts financiers, une alliance qui n'a jamais fait bon ménage. Le monde de la finance et les banquiers, les plus grands avocats du laisser-faire économique, ont pourtant prié pour que les Etats volent à leur secours en les arrosant de centaines de millions de dollars pour les sauver du naufrage. Et ce sont les mêmes qui ont multiplié le lobbying pour que le plan d'aide à la Grèce soit le plus sévère possible. L'hypocrisie, là encore, est générale. Rappelez-vous, au passage, qu'une infime partie des colossales sommes d'argent prêtées à la Grèce lui était, en réalité, destinée. La priorité était de rembourser les créanciers privés, notamment des banques en Allemagne et en France. Au moins 90% de l'argent prêté était destiné à revenir dans les établissements financiers des pays prêteurs. Ce n'était pas un sauvetage de la Grèce, mais, encore une fois, un sauvetage des banques!

© "Libération"

“L'Europe devrait s'inquiéter de voir le sud-est de sa région si affaibli et vulnérable. L'influence du Moyen-Orient, de la Russie ou de la Chine rendra cette partie du monde encore plus fragile. Et si j'étais l'Europe, je ferais tout pour la renforcer.”

JOSEPH STIGLITZ

Prix Nobel d'économie en 2001, ancien économiste en chef de la Banque mondiale.

“Je ne voudrais pas être membre d'un club dont le leader ne montre aucune réflexion de bon sens économique.”

“Au moins 90 % de l'argent prêté était destiné à revenir dans les établissements financiers des pays prêteurs.”

“Le monde de la finance et les banquiers, les plus grands avocats du laisser-faire économique, ont pourtant prié pour que les Etats volent à leur secours...”